

Appel à article *Espaces et Sociétés*

LOGEMENT ET INÉGALITÉS

Le logement est un objet profondément politique. Cet appel à articles part de l'idée selon laquelle cet enjeu politique est directement lié à la prégnance des inégalités sociales dans le logement, qu'il s'agisse des relations asymétriques entre propriétaire et locataire ou des multiples dimensions que revêtent les inégalités en termes d'accès et de conditions de logement (niveau de confort, statut d'occupation, coût du logement rapporté aux revenus, prestige de l'emplacement, etc.).

Depuis une quinzaine d'années, le renchérissement de l'immobilier, associé au contexte de crise et de restructuration économique, a contribué à accroître les tensions aussi bien sur les marchés locatifs, privé comme social, que sur celui de l'accession à la propriété. En fragilisant les ménages et leurs capacités à mettre en œuvre de façon autonome un projet résidentiel, y compris des ménages de « classes moyennes » pour qui la question immobilière était jusqu'alors moins tendue ; en faisant de ce fait dépendre du logement social une part croissante de la population, alors même que le parc social est de plus en plus engorgé ; enfin en paupérisant encore davantage les ménages précaires, le contexte ouvert au début des années 2000 a indéniablement accentué les inégalités déjà présentes et contribué à en produire de nouvelles. Si la recherche sur le logement est un domaine bien balisé des études urbaines, elle nécessite néanmoins de régulières réactualisations, de manière à saisir ces recompositions à l'œuvre, ainsi que leurs déclinaisons locales. Quelles problématiques ont émergé ces dernières années, dans quels types d'espaces, pour quelle lecture renouvelée de la dialectique logement et inégalités ?

Ce dossier entend faire le point à la fois sur le rôle que joue le logement dans le système des inégalités et sur les multiples déclinaisons des inégalités face au logement. Aux inégalités de classe, dont il s'agit de bien préciser les contours dans un contexte où de plus en plus d'habitants s'estiment déclassés dans leurs trajectoires résidentielles, viennent en effet s'en ajouter d'autres : non seulement celles relatives au genre, avec l'augmentation du nombre de familles monoparentales, assumées la plupart du temps par les mères, dont on sait qu'elles sont aussi les plus touchées par les différentes formes de précarité de l'emploi, mais également les discriminations racistes dont sont victimes un grand nombre de jeunes d'ascendance immigrée et qui compliquent, quand elles n'empêchent pas, l'accès à un logement autonome. Plus fondamentalement même, c'est la place du logement dans la définition des positions et des identités sociales qui est à interroger.

Cet appel sollicite tout particulièrement des articles permettant de renouveler la question des inégalités de logement au prisme de l'intersectionnalité : nous appelons donc à des contributions articulant les dominations de classe, de sexe, d'âge et de « race »¹ dans l'analyse des inégalités d'accès et de conditions de logement. Quelles recompositions peut-on saisir dans cette articulation et comment ces combinaisons varient-elles selon les contextes géographiques ? La répartition des rôles de genre dans l'espace domestique est-elle fonction de la classe sociale, de l'âge ou de la position dans les rapports de « race » ? Comment ces mécanismes se déploient-ils selon que l'on observe le logement social ou l'accession à la propriété, le logement collectif ou le logement pavillonnaire ? Dans l'analyse de ces inégalités plurielles, quelle place tiennent les formes minoritaires de logement comme le « parc social de fait », l'habitat insalubre ou « indécent » ou encore l'hébergement chez un tiers ?

Les propositions pourront également porter sur les processus de production des inégalités de logement. Quels acteurs, privés et publics, individuels et collectifs, y contribuent ? Quels mécanismes du marché immobilier et fonciers sont en jeu ? Quelles politiques publiques ont été déterminantes ces dernières années ? Comment penser les problématiques émergentes de l'accès aux services publics (et privés) de l'énergie ? Plus largement, quels sont les effets des politiques se réclamant de la ville durable ou du logement écologique en termes d'inégalités sociales ?

¹. Nous entendons la « race » au sens de groupes sociaux dominants ou dominés, construits par les rapports de domination racistes.

Enfin, les analyses des conséquences des inégalités de logement sur la (re)production des inégalités sociales semblent nécessaire, à l'heure où la question du déclassement se pose de façon aiguë. Quelle place les trajectoires résidentielles occupent-elles dans le sentiment de déclassement ? Celui-ci correspond-il toujours au déclassement « objectif », et comment mesurer ce dernier ? Correspond-il à l'évolution des statuts du logement occupé, à sa taille, à sa localisation ? Dans des situations sociales et économiques marquées par l'incertitude, comment les ménages arbitrent-ils entre les différents impératifs de coût, de surface, de prestige, d'accessibilité au moment où doit s'effectuer un « choix » résidentiel ? Les ménages attendent-ils de leur logement qu'il les positionne socialement, et inversement par quel processus le logement peut-il déclasser une trajectoire ? Peut-il compenser des positionnements fragilisés sur d'autres indicateurs, comme le travail ? Autrement dit suffit-il à maintenir une position sociale ? Les efforts d'attention à la différenciation territoriale seront particulièrement appréciés sur cette thématique : un même capital peut donner accès à des biens extrêmement variés en fonction du contexte immobilier local. Avec quelles conséquences sur les fonctions classificatoires du logement ?

COORDINATION DU DOSSIER

Florence Bouillon, Anne Clerval, Stéphanie Vermeersch

CALENDRIER

1^{er} avril 2016 : date limite de remise des articles

15 juin 2016 : information des auteurs

ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE

exclusivement en version électronique par courriel aux deux adresses suivantes :

florence.bouillon@gmail.com

anne.clerval@univ-paris-est.fr

stephanie.vermeersch@u-paris10.fr

Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinateurs

Attention :

- La revue ne demande pas de propositions d'articles, mais directement les articles,

- Les articles ne dépassent pas 42 000 signes (espaces compris) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés.

- Les conseils aux auteurs figurent dans chaque numéro.

- Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :

<http://www.espacestsetsociedades.msh-paris.fr/conseils.html>

- La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article en hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication ; en cas d'acceptation, ces articles sont publiés rapidement.

Call for papers

HOUSING AND INEQUALITIES

Housing is a deeply political subject. This call for papers begins from the idea that this political issue is directly related to the significance of social inequalities in housing, whether it is a matter of asymmetrical relationships between landlord and tenant or the multiple dimensions of inequalities in access to and conditions of housing (comfort level, tenure status, housing costs related to income, prestige of locations, etc.).

For the last fifteen years, real estate price increases, combined with the context of crisis and economic restructuring, contributed to increased tensions in rental markets, both private and public, and in terms of access to home ownership [in France]. By weakening households and their capabilities to implement a project for shelter on their own, including "middle class" households for which the housing issue was far less tense; by making a growing share of the population dependent on social housing, even as social housing is increasingly congested; by finally immiserating more insecure households, the open environment in the early 2000s undoubtedly accentuated the inequalities already present and helped to produce new ones. If Housing Research is a well marked area of urban studies, it nevertheless requires regular refreshing in order to seize the changes at work and their local versions. What are the issues that have emerged in recent years, in what types of spaces, for which renewed reading of the dialectic of housing and inequality?

This section intends to take stock of both the role that housing plays in the system of inequality and the multiple variations of inequalities in housing. To class inequalities, we need to make clear the contours of a context where more and more people consider themselves failures in their residential trajectories, and indeed to add others: not only those related to type, with the increase in single-parent families, mostly composed of mothers, which are also known to be the most affected by various forms of precarious employment, but also racial discriminations suffered a large number of young people of immigrant descent that complicate, even when they do not prevent, access to independent housing. Even more fundamentally, it is the place of accommodation in the definition of social position and identity that is in question.

This call specifically solicits articles to renew the issue of housing inequality via the prism of intersectionality. We therefore call for contributions articulating class domination, sex, age and 'race' [1] in the analysis of inequalities of access and housing conditions. What recompositions enter into this articulation and how do these combinations they vary by geographic context? Is the distribution of gender roles in domestic space a function of social class, age or position in "race" relations? How are these mechanisms observed in social housing or home ownership, high-density or detached housing? In analyzing these plural inequalities, what place do minority forms of housing take, such as "de facto social housing" or slums or accommodation with others?

The proposals will also cover the production process of housing inequalities. Which actors, private and public, individual and collective, contribute? What mechanisms in the property market and property are at work? What public policies have been instrumental in recent years? How can we think emerging issues of access to public (and private) energy services? More broadly, in terms of social inequality, what are the effects of policies in the name of the sustainable city or ecological housing?

Finally, analyzes of the impact of housing inequalities on the (re) production of social inequality seem necessary at a time when decommissioning is an acute question. What place do residential trajectories occupy in the feeling of downgrading [or downward mobility]? This decommissioning "objective", and how can it be measured? Does it match the evolution of occupied dwelling codes, their size, and location? In social and economic situations marked by uncertainty, how do households arbitrate between the various imperatives of cost, area, prestige, access between which they must make a "choice" when making residential decisions? Do households expect that housing positions them socially, and conversely by what process does housing downgrade affect life trajectories? Can households compensate for weakened positions on

other indicators such as labour? In other words, are they able to maintain their social position? Attention to territorial differentiation will be particularly appreciated for this theme: the same capital can provide access to extremely varied properties depending on the local real estate context. What are the consequences for the classificatory functions of housing?

COORDINATION OF THE ISSUE

Florence Bouillon, Anne Clerval, Stéphanie Vermeersch

CALENDAR

1st April 2016: Deadline for submitting articles

15 June 2016: Information to authors

ADDRESS FOR CORRESPONDENCE

exclusively by email to the following three addresses:

florence.bouillon@gmail.com

anne.clerval@univ-paris-est.fr

stephanie.vermeersch@u-paris10.fr

Authors who are wondering about the relevance of their proposals
may contact the coordinators

Attention:

- The magazine does not request proposals for articles, but submissions of articles directly
 - articles may not exceed 42 000 characters (including spaces) including: text, notes, bibliographic references, appendices, but excluding summaries.

- Submission information is included in each number.

- The standards of presentation and the advice to authors are available on the website of the journal: <http://www.espacesetsocietes.msh-paris.fr/conseils.html>

- The journal reminds authors that they may submit, at any time, an article outside of the theme, if it concerns the relation between spaces, territories and populations in the broad sense and it complies with the standards of publication; in case of acceptance, these articles are published rapidly.

Convocatoria de artículos

VIVIENDA Y DESIGUALDADES

La vivienda es un tema profundamente político. Esta convocatoria de artículos parte de la idea de que este asunto político está ligado directamente a la presencia dominante de las desigualdades sociales en el campo de la vivienda, ya se trate de relaciones asimétricas entre propietario e inquilino, o de otras múltiples dimensiones que revisten desigualdades en términos de acceso y condiciones de vivienda (nivel de confort, régimen de tenencia, relación entre costos de vivienda e ingresos, prestigio de la localización, etc.).

Desde hace una quincena de años, el encarecimiento de los precios inmobiliarios, asociado al contexto de crisis y de reestructuración económica, ha contribuido al aumento de las tensiones tanto en los mercados de alquiler, privado y social, como en el del acceso a la propiedad. Se han debilitado los hogares y su capacidad para poner en práctica de manera autónoma un proyecto residencial, incluso en el caso de hogares de "clases medias" para quienes la cuestión inmobiliaria había sido hasta ahora menos complicada; de ello se ha derivado también que una parte creciente de la población dependa del parque de vivienda social y que éste esté cada vez más congestionado; finalmente, al empobrecerse sobre todo los hogares precarios, el contexto abierto a principios de los años 2000 ha acentuado, sin duda, las desigualdades ya presentes y ha contribuido a producir otras nuevas. Aunque la investigación de la vivienda es un campo bien acotado de los estudios urbanos, requiere, no obstante, de actualizaciones regulares con el fin de dar cuenta de los cambios en marcha así como de sus variantes locales. ¿Qué problemáticas han surgido en los últimos años, en qué tipos de espacios, por qué lectura renovada de la dialéctica vivienda-desigualdades?

Este monográfico quiere hacer un balance tanto del papel que desempeña la vivienda en el sistema de desigualdades como de las múltiples expresiones de las desigualdades en relación con la vivienda. A las desigualdades de clase -cuyos contornos deberían precisarse en un contexto donde cada vez más habitantes se consideran desclasados en sus trayectorias residenciales- se vienen añadir, de hecho, otras: no sólo las de género, con el creciente número de familias monoparentales (la mayor parte de las veces a cargo de las madres, también las más afectadas por las diversas formas de empleo precario), sino también las discriminaciones racistas que sufren un gran número de jóvenes de ascendencia inmigrante y que complican -cuando no impiden- su acceso a una vivienda independiente. Incluso aún más importante es cuestionar el papel de la vivienda en la definición de las posiciones e identidades sociales.

Esta convocatoria se interesa muy particularmente por artículos que permitan revisar la cuestión de las desigualdades residenciales desde el prisma de interseccionalidad: instamos, por ello, a hacer contribuciones que articulen las dominaciones de clase, sexo, edad y "raza"² en el análisis de las desigualdades de acceso y de condiciones de vivienda. ¿De qué cambios y recomposiciones en esta articulación se puede dar cuenta y cómo estas combinaciones varían según los contextos geográficos? ¿La distribución de los roles de género en el espacio doméstico van en función de la clase social, la edad o la posición en las relaciones de "raza"? ¿Cómo estos mecanismos se despliegan, según se observe la vivienda en alquiler social o el acceso a la propiedad de la vivienda, la vivienda colectiva o la vivienda unifamiliar? En el análisis de estas desigualdades plurales, ¿qué lugar ocupan las formas minoritarias de vivienda, como la "vivienda social de facto", el hábitat insalubre o "indecente", o el acogimiento en el domicilio de otra persona?

Las propuestas también pueden tratar sobre los procesos de producción de desigualdades residenciales. ¿Qué agentes, públicos y privados, individuales y colectivos, contribuyen a ellas? ¿Qué mecanismos de los mercados de vivienda y suelo operan? ¿Qué políticas públicas han sido determinantes en los últimos años? ¿Cómo pensar las problemáticas emergentes de acceso a los servicios públicos (y privados) de energía? En términos más amplios, ¿cuáles son los efectos en

² Entendemos "raza" en el sentido de grupos sociales dominantes o dominados, construidos por relaciones de dominación racistas.

términos de desigualdades sociales de las políticas que reclaman la ciudad sostenible o la vivienda ecológica?

Por último, en un momento en el que el desclasamiento se plantea de forma aguda, parece necesario analizar las consecuencias de las desigualdades residenciales en la (re)producción de las desigualdades sociales. ¿Qué lugar ocupan las trayectorias residenciales en el sentimiento de desclasamiento? ¿Corresponde siempre éste a un desclasamiento "objetivo" y cómo medir éste? ¿Corresponde con la evolución del status de la propia vivienda, su tamaño, su ubicación? En situaciones sociales y económicas marcadas por la incertidumbre, ¿cómo arbitran los hogares los diversos imperativos de precio, superficie, prestigio o accesibilidad en el momento de hacer una "elección" residencial? ¿Los hogares esperan que su vivienda les sitúe socialmente? Y, al contrario, ¿por qué proceso la vivienda puede desclasar una trayectoria? ¿Puede compensar posiciones debilitadas en otros indicadores, como el trabajo? En otras palabras, ¿es suficiente para mantener una posición social? Una atención intensificada sobre la diferenciación territorial será particularmente apreciada en relación con esta temática: si un mismo capital puede proporcionar acceso a bienes muy variados en función del contexto inmobiliario local, ¿cuáles son las consecuencias de esto sobre las funciones clasificadoras de la vivienda?

COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO

Florence Bouillon, Anne Clerval, Stéphanie Vermeersch

CALENDARIO

1 de abril 2016: fecha límite para la presentación de artículos

15 de junio de 2016: información a los autores

DIRECCIONES PARA LA CORRESPONDENCIA

Exclusivamente en versión electrónica por e-mail a las direcciones siguientes:

florence.bouillon@gmail.com

anne.clerval@univ-paris-est.fr

stephanie.vermeersch@u-paris10.fr

***Los autores que duden sobre la pertinencia de su propuesta
pueden consultar con los coordinadores***

Atención:

- La revista no pide propuestas de artículos sino directamente artículos.

- Los artículos no sobrepasarán los 42.000 caracteres (incluyendo espacios) contabilizando tanto el texto, como las notas, las referencias bibliográficas y anexos, pero no los resúmenes.

- Los consejos para los autores figuran en cada número.

- Las normas de presentación y los consejos para los autores
están disponibles en la web de la revista:

<http://www.espacesetsocietes.msh-paris.fr/conseils.html>

- La revista recuerda que cualquier autor puede remitirle en todo momento un artículo para la sección de miscelánea, siempre que éste trate sobre la relación entre espacios, territorios y población en un sentido amplio y que respete las normas de publicación. En caso de aceptación, estos artículos son publicados rápidamente.